

**Arrêté préfectoral de mise en demeure  
n° BE-2025-07-15 du 18 JUIL. 2025  
au titre des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)  
à l'encontre du Syndicat mixte de collecte et traitement d'ordures ménagères  
(SMCTOM) de NONTRON dont le siège social est situé  
247 impasse du Bois des Charrets – 24300 SAINT-FRONT-SUR-NIZONNE  
pour l'exploitation d'une déchetterie  
sise Les Bessoulignas – 35 route des Champs Fleuris – 24470 SAINT-PARDOUX-LA-RIVIERE**

La préfète de la Dordogne,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

**Vu** le code de l'environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.171-11, L.511-1, L.514-5 ;

**Vu** le décret du 20 mars 2012 modifiant la nomenclature des installations classées ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 26 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des ICPE et notamment ses délais d'application aux installations existantes ;

**Vu** le récépissé de déclaration du 29 novembre 2002 relatif l'exploitation par le SMCTOM de NONTRON d'une déchetterie sise Les Bessoulignas – 35 route des Champs Fleuris à SAINT-PARDOUX-LA-RIVIERE ;

**Vu** l'arrêté préfectoral d'enregistrement n° BE-2018-11-07 du 29 novembre 2018 ;

**Vu** le rapport de l'inspecteur de l'environnement suite à la visite du 25 février 2025 et le projet de mise en demeure transmis à l'exploitant par courrier recommandé du 2 juin 2025 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

**Vu** les observations de l'exploitant, formulées par courriel du 24 juin 2025, en réponse à la transmission du rapport et projet de mise en demeure susvisés ;

**Considérant** qu'à la lecture des éléments transmis par le SMCTOM de NONTRON suite la visite du 25 février 2025, l'inspecteur des installations classées a constaté une insuffisance du débit de la borne incendie située à l'entrée de l'établissement ;

**Considérant** que ces constats constituent des manquements aux dispositions des articles 21 et 26 de l'arrêté ministériel susvisé ;

**Considérant** que ces manquements sont susceptibles de remettre en cause la gestion d'un départ d'incendie ;

**Considérant** que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure le SMCTOM de NONTRON de respecter les prescriptions de l'article 21 de l'arrêté ministériel susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

**Sur** proposition du secrétaire général de la préfecture de la Dordogne ;

## **ARRETE**

### **Article 1<sup>er</sup> – Portée de la mise en demeure**

Le SMCTOM de NONTRON, représenté par M. Vincent FARGEAS, son président, SIRET 25240246600012, exploitant l'installation de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial, sise Les Bessoulignas – 35 route des Champs Fleuris –24470 SAINT-PARDOUX-LA-RIVIERE, est mis en demeure de respecter les dispositions de l'article 21 de l'arrêté ministériel du 26 mars 2012.

Le SMCTOM de NONTRON doit, **sous 9 mois**, doter l'installation de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :

- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60 mètres cubes par heure. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage.

Le délai court à compter de la notification du présent arrêté.

### **Article 2 – Frais**

Tous les frais occasionnés, par les études et travaux menés en application du présent arrêté, sont à la charge de l'exploitant.

### **Article 3 – Sanctions en cas de non-respect**

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

### **Article 4 – Publication**

Conformément à l'article R.171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État en Dordogne pendant une durée minimale de 2 mois.

## Article 5 – Délais et voies de recours

Conformément à l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Bordeaux, situé au 9 rue Tastet – CS 21490 – 33063 Bordeaux Cedex, dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code :

- par le SMCTOM de NONTRON dans un délai de 2 mois à compter de la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de 2 mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet « [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) »

## Article 6 – Notification et exécution

Le présent arrêté sera notifié à M. Vincent FARGEAS, président du SMCTOM de NONTRON.

Le secrétaire général de la préfecture de la Dordogne, le sous-préfet de l'arrondissement de NONTRON, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et de logement de Nouvelle-Aquitaine (DREAL N-A), l'inspection des installations classées de l'unité bi-départementale Dordogne – Lot-et-Garonne de la DREAL N-A, la maire de la commune de SAINT-PARDOUX-LA-RIVIERE, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté et dont une copie leur sera adressée.

Périgueux, le **18 JUIL 2025**

La préfète,

Pour la préfète et par délégation,  
le Secrétaire Général

Nicolas DUFAUD